



HAL
open science

Les Verts, l'Europe et le pouvoir

Daniel Boy

► **To cite this version:**

| Daniel Boy. Les Verts, l'Europe et le pouvoir. 2014. hal-01064767

HAL Id: hal-01064767

<https://sciencespo.hal.science/hal-01064767>

Submitted on 17 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Elections européennes

2014

Les Verts, l'Europe et le pouvoir

N°1

Mai 2014

Daniel Boy

Directeur de recherche FNSP

www.cevipof.com



SciencesPo.

CEVIPOF
CNRS

Centre de recherches politiques

N°1

Mai 2014

Daniel Boy
Directeur de recherche FNSP

Les Verts, l'Europe et le pouvoir

À un moment de l'histoire où l'Europe est vilipendée de toutes parts, les Verts français, fidèles à leur nouvelle dénomination - « Europe Écologie Les Verts » - renouvellent leur foi dans l'avenir de l'Union européenne. Ils l'affirment dans leur programme pour les prochaines élections européennes : « Nous sommes convaincus que seule la solidarité entre Européens et avec les autres régions de la planète permettra de dessiner les contours d'un monde viable »¹.

Il est vrai que, par nature, l'Europe est un enjeu qui convient aux écologistes : la pollution ou le réchauffement climatique n'ont pas de frontières. Et, souvent, les directives environnementales venues de Bruxelles ont fait avancer la cause écologiste aux dépens d'un monde politique français bien peu enclin, dans son ensemble, à défendre la cause de l'environnement.

Dans le passé, cet attachement de principe à l'Europe a souvent été récompensé par les scores honorables obtenus par les Verts aux différentes élections européennes. Lors des élections de 2009, la toute nouvelle formation née de la fusion des Verts avec une partie du mouvement associatif proche de Nicolas Hulot obtient 16,3 % des suffrages exprimés, un score à peine moins élevé que celui du Parti socialiste (16,4 %). Pour la première fois aussi, les Verts français se placent en tête des formations politiques représentant l'écologie politique en Europe, surpassés seulement par les écologistes wallons et luxembourgeois mais dominants pour la première fois leurs traditionnels compétiteurs, les Grünen allemands (12,1 %).

Cette heureuse surprise peut-elle se reproduire lors des élections du 25 mai prochain ? Deux séries de facteurs vont vraisemblablement conditionner les résultats électoraux d'Europe Écologie les Verts. La première tient à l'état de la sensibilité environnementale en Europe. Et la seconde à la dynamique des rapports de force partisans dans le contexte politique français.

L'écologie politique peut-elle résister à la crise ?

On l'a noté depuis longtemps, les électeurs sont moins enclins à exprimer une préférence pour l'environnement dans les contextes de crise économique. La crainte du chômage surpasse souvent l'inquiétude pour la planète. De ce point de vue, les résultats des élections européennes de 2009 ont constitué une relative surprise. On aurait pu penser que la crise des subprimes de 2007 suivie du krach boursier de l'automne 2008 conduiraient les électeurs européens à faire passer au second rang les préoccupations environnementales, et, partant, à délaisser le vote en faveur des formations écologistes. Or, dans l'ensemble des pays membres de l'Union européenne au sein

¹ Europe écologie, Donnons vie à l'Europe, Programme des écologistes pour l'Europe : élections européennes 25 mai 2014. [consulté le 2 mai 2014]

http://europe-ecologie.eu/wp-content/uploads/2014/04/web2-PDF_PROGRAMME_EUROPEECOLOGIE.pdf

desquels des partis écologistes ont présenté des listes, la moyenne des suffrages obtenus se situe lors des élections européennes de 2009 à 7,9 % soit un gain de 2,2 points de pourcentage² par rapport aux élections européennes précédentes. Deux hypothèses peuvent être formulées pour expliquer ce constat. Il se peut d'abord que les effets purement économiques de la crise financière (chômage, récession, etc.) n'aient pas été suffisamment prégnants au printemps 2009 pour induire une baisse relative de la préoccupation environnementale. Si cette interprétation est juste, on doit alors s'attendre à ce que les partis écologistes subissent cette fois un recul sensible dans une conjoncture économique de faible croissance, voire de dépression constante depuis le choc de 2009. Sans doute faudrait-il distinguer entre les différents membres de l'Union européenne puisque ceux-ci ne sont pas atteints au même degré par cette crise. Au sud, la situation est souvent dramatique (Grèce, Espagne et Portugal), au nord, elle est le plus souvent moins grave (Danemark, Allemagne, Pays-Bas et Royaume-Uni). Mais l'équation de la France où un chômage élevé se conjugue avec un taux de croissance presque nul devrait, dans cette hypothèse, peser sur le score des écologistes. Mais il se peut aussi - c'est une hypothèse alternative - qu'en fin de compte la logique qui liait crise économique et rejet de l'écologie politique ait perdu de sa pertinence. Depuis quelques années, le thème de la croissance verte gagne en audience. Selon cette hypothèse, des politiques publiques favorisant l'environnement par l'investissement dans les industries de l'environnement (énergies renouvelables, isolation des bâtiments, etc.)

seraient au contraire bénéfiques pour une nouvelle croissance économique.

Si cet argument devenait suffisamment crédible, l'écologie politique, même en France, ne serait plus affectée par la conjoncture de crise.

EELV dans la dynamique partisane française

Les écologistes ont conclu une alliance électorale et programmatique avec le Parti socialiste. Pour les Verts, l'objectif majeur de l'alliance était l'opportunité qui leur était en principe offerte de peser sur une politique de transition énergétique conforme à leurs vœux. Tel a bien été le sens général de la politique suivie, mais non sans que l'accord de principe n'ait été émaillé de multiples incidents de parcours. La question de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ignorée de l'accord Verts/PS, empoisonne leurs relations, notamment quand la ministre du Logement, Cécile Duflot, déclare « être de cœur » avec les manifestants qui s'opposent à la construction de l'aéroport³. Pendant toute cette période, les incidents majeurs ou mineurs qui accompagnent les relations d'EELV avec le pouvoir en place donnent l'impression d'une incapacité des Verts à se fixer une ligne de conduite claire et lisible. C'est finalement la nomination au poste de Premier Ministre de Manuel Valls qui motivera le départ d'EELV du gouvernement mais non en principe de la majorité de gauche. Le très récent vote négatif⁴ des membres d'EELV sur le plan de stabilité présenté par le Premier Ministre révèle les limites très étroites de ce soutien.

² Voir BOY (Daniel) et CHICHE (Jean), « Une vague Verte ? », *Revue internationale de politique comparée*, « Les élections européennes de juin 2009 », 16 (4), octobre 2009, pp. 623-635. [ISSNe 1782-1533]

<http://dx.doi.org/10.3917/ripc.164.0623>

³ DUFLOT (Cécile), « Duflot soutient les opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes », entretien avec Bastien Bonnefous et Raphaëlle Besse Desmoulières, *Le Monde.fr*, 22 février 2014.

http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2014/02/22/ecologie-le-temps-des-demi-mesures-est-revolu_4371525_3208.html

⁴ 12 sur les 17 députés d'EELV, 12 ont voté contre, 3 pour et 2 se sont abstenus.

Dans quelles mesures les postures changeantes d'EELV à l'égard d'une majorité devenue de fait très minoritaire dans l'opinion ont-elles entaché l'image des Verts, voire compromis leurs chances de succès aux prochaines européennes ?

Si l'on en juge par les indicateurs d'image des partis mesurés par TNS Sofres, la situation d'EELV⁵ n'est pas si négative, du moins quand on la compare à celle des autres formations politiques : 31 % des répondants déclarent en effet avoir « une bonne opinion » d'EELV. C'est peu, bien moins qu'en mars 2009 (47 %) mais c'est plus que le Parti socialiste (27 %) ou que l'UMP (28 %). Mais l'image ne fait pas, ou pas seulement, le vote, notamment pour des élections européennes où l'on s'attend à une abstention massive.

Les bons résultats obtenus par EELV lors des récentes élections municipales⁶ confortent l'hypothèse d'un parti qui n'aurait pas été discrédité par son alliance avec une majorité socialiste très contestée aujourd'hui.

Enfin, selon les sondages d'intention de vote récents, EELV serait crédité de 9 % (Sofres, 4-6 avril 2014) à 7 % (CSA, 24 avril 2014). Dans cette hypothèse EELV ne profiterait pas, comme cela est arrivé dans le passé, d'un transfert massif d'électeurs socialistes mécontents de la politique gouvernementale puisque ces mêmes sondages attribuent au Parti socialiste (à tort ?) respectivement 19 % et 20 % des intentions de vote.

En tout état de cause, seul un score à deux chiffres permettrait à EELV de convaincre que les écologistes sortent indemnes d'une gestion très laborieuse de leurs rapports avec le pouvoir.

Pour aller plus loin :

> BOY (Daniel) et CHICHE (Jean), « Une vague Verte ? », *Revue internationale de politique comparée*, « Les élections européennes de juin 2009 », 16 (4), octobre 2009, pp. 623-635. [ISSNe 1782-1533]

<http://dx.doi.org/10.3917/ripc.164.0623>

> BOY (Daniel), « Europe Écologie : la nouvelle opposition ? », Olivier Duhamel et Brice Teinturier (dir.), *L'État de l'opinion 2010*, Paris, TNS/SOFRES/Seuil, mars 2010, pp. 57-72. [ISBN 978-2-02-092829-8]

> BOY (Daniel), « Inscrire l'écologie politique dans la durée », Pascal Perrineau et Luc Rouban (dir.), *La Solitude de l'isolé : les vrais enjeux de 2012*, Paris, Autrement, Frontières, 2011, pp. 55-67. [ISBN 978-2-7467-3061-8]

> BOY (Daniel), « Les incertitudes de l'écologie politique », Pascal Perrineau (dir.), *Le Vote normal : les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Paris, Presses de Sciences Po, Chroniques électorales, 2013, pp. 161-174. [ISBN 978-2-7246-1345-2]

⁵ TNS Sofres, Le Baromètre politique, *Figaro Magazine*, mars 2014, p. 19.

<http://www.tns-sofres.com/sites/default/files/2014.03.05-figmag.pdf>

⁶ 9,8 % pour les listes autonomes dans les villes de plus de 9 000 habitants.